



Audit – Bureau de Lorient
Centre des Affaires du Pré aux Clercs
4 rue Abbé Laudrin

56100 Lorient

T : +33 (0)2 97 64 04 84

www.bakertilly.fr

MISSION LOCALE CENTRE BRETAGNE

Association Loi 1901
Siège social : 13 bis rue Saint Jory
56300 PONTIVY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2025

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



MISSION LOCALE CENTRE BRETAGNE

Association Loi 1901
Siège social : 13 bis rue Saint Jory
56300 PONTIVY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2025

À l'Assemblée Générale de l'association Mission Locale Centre Bretagne,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Mission Locale Centre Bretagne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 exposées dans la note « changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'annexe des comptes annuels expose les règles et principes comptables relatives à l'établissement des comptes de votre association. Nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lorient le 18 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Stéphane Piquée

COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31.12.2025

BILAN ACTIF

	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET au 31.12.2025	NET au 31.12.2024
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	6 088	6 034	54	320
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	15 807	15 807	-	-
Instal.tech.mat.et out. indust.		-	-	-
Autres immobilisations corporelles	327 411	194 515	132 896	138 876
Immobilisations en cours	-	-	-	1 000
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Autres immobilisations financières	1 092		1 092	2 192
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	350 413	216 356	134 057	142 403
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS				
Matières premières, approvisionnements	-	-	-	-
CREANCES				
Clients et comptes rattachés				
Fournisseurs débiteurs				
Personnel				
Autres créances (subventions à recevoir)	450 007		450 007	423 423
Charges constatées d'avance	4 773		4 773	1 622
DIVERS				
Avances et acomptes versés sur commandes			-	2
Valeurs mobilières de placement	236 908	210	236 698	236 908
Disponibilités	590 024		590 024	477 988
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 281 712	210	1 281 502	1 139 943
TOTAL ACTIF	1 632 126	216 566	1 415 559	1 282 346

MISSION LOCALE DU CENTRE BRETAGNE

BILAN PASSIF

	NET AU 31.12.2025	NET AU 31.12.2024
FONDS PROPRES		
RESERVES REGLEMENTEES		
Réserves statutaires et autres réserves	26 821	26 821
Fonds Associatifs et autres réserves	312 401	312 401
Report à nouveau	367 635	284 923
Résultat de l'exercice	64 475	82 711
Subventions d'investissement	84 105	
Fonds de roulement		
Provisions règlementées	151	- 21
TOTAL FONDS PROPRES	855 587	706 835
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	6 725	9 675
Provisions pour charges	6 625	6 055
Provisions pour FSE		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	13 350	15 730
FONDS DEDIES		
Fonds dédiés aux activités spécifiques	3 895	4 053
TOTAL FONDS DEDIES	3 895	4 053
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	17 681	17 681
Avances et acomptes reçus		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	102 906	45 266
Dettes fiscales et sociales	203 944	189 909
Autres dettes	20 100	37 813
Produits constatés d'avance	198 095	265 060
TOTAL DETTES	542 727	555 729
TOTAL PASSIF	1 415 559	1 282 346

PRODUITS	Réalisé 2025	%	Réalisé 2024
SUBVENTIONS STRUCTURELLES			
Subventions d'Etat			
subvention DIRECCTE/ PART HORS CEJ	449 091		438 745
subvention DIRECCTE/ CEJ	421 886		571 211
subvention Obligation formation 16/18 ans			41 585
Total	870 977		1 051 541
Subventions des collectivités territoriales			
Conseil Régional BRETAGNE	126 629		123 525
Conseil Départemental 22	32 745		48 298
Conseil Départemental 56	37 059		37 059
établissements publics de coopération intercommunale	145 486		145 023
Total	341 919		353 905
Fonds européens (liés à l'activité principale)			
Total			-
Total subventions structurelles	1 212 896	66,1	1 405 446
ACTIVITES SPECIFIQUES			
Subventions d'Etat			
DREETS/CEJ JR 56	221 827		7 254
PIC - Repérage des publics invisibles			
PARRAINAGE	7 625		4 575
Total	229 452		11 829
Etablissements publics			
France TRAVAIL	92 942		89 168
AAQ REGION	8 500		8 250
ARS SANTE	3 124		5 237
Total	104 566		102 655
Fonds européens (FSE)			
Total	96 879		98 913
Conseil Départemental animation du FAJ	8 963		9 480
accompagnement micro-crédit			
ARML/CORMOB	798		766
Subvention fonds inclusion			
subvention simulateurs			
ARML/conduite supervisée	4 098		10 458
ASS BEAUVALLON/CEJ JR 22	18 896		18 896
FONDATION DE France	27 713		
C DEP 22/SPORT	1 413		587
TAXE APPRENTISSAGE	9 300		11 301
DIVERS SPECIFIQUES	71 181		51 488
Total activités spécifiques	502 078	27,4	264 886
FONDS GERES POUR COMPTE D'AUTRUI			
FAJ, chèques déjeuner, aide à la mobilité ...	78 216		73 881
Total fonds gérés pour le compte d'autrui	78 216	4,3	73 881
Report des ressources non utilisées	1 980	0,1	1 445
Quote part subv inv virée au résultat	10 129		
Prestations de services	8 633	0,0	
Autres produits de gestion courante	12 122	0,7	7 749
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1 826 055	4,4	1 753 407
Transfert de charges		0,0	40 989
Produits Financiers	9 316	0,5	8 666
Produits Exceptionnels		0,0	67 675
Reprise sur amortissements et provisions			21
TOTAL PRODUITS	1 835 371		1 870 758
TOTAL PRODUITS	1 835 371		1 870 758
DEFICIT			
TOTAL COMPTE RESULTAT	1 835 371		1 870 758
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Apport en personnel mis à disposition à titre gratuit			
Etablissements publics nationaux (PÔLE EMPLOI,)	0		0
Apports de biens et services			
Etablissements publics de coopération intercommunale	0		0
TOTAL	0		0

CHARGES	Réalisé 2025	%	Réalisé 2024	%	VARIATION
Achats	34 998	2%	53 472	3%	- 18 474
Energie (électricité, combustibles, fuel...)	17 953		24 281		- 6 328
Fournitures administratives	7 127		7 387		- 261
Autres achats	8 718		21 804		- 13 086
Achat de marchandises	1 200				1 200
Services extérieurs	147 054	8%	156 947	9%	- 9 893
Crédit bail	28 019		27 696		-
Location immobilières	39 873		50 993		- 11 119
Charges locatives	3 262		4 243		- 981
Location mobilière	8 559		8 963		- 404
Entretien locaux	1 582		2 023		- 441
Maintenance-réparation matériel	20 251		20 348		- 97
Entretien véhicule	5 472		5 356		116
Assurances	11 007		9 440		1 567
Documentation, frais de formations, divers	29 028		27 885		1 142
					-
Autres services extérieurs	286 097	16%	186 953	10%	99 144
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	43 534		52 210		- 8 675
Déplacements	7 412		10 156		- 2 745
Missions et réceptions	1 610		2 442		- 832
Frais postaux et Télécommunication/Internet	20 592		19 462		1 130
Services bancaires	1 083		1 218		- 135
Autres postes de charges de fonctionnement	133 379		27 299		106 080
Publicité	729		939		- 209
Autres dépenses jeunes	77 757		73 227		4 530
Impôts et taxes	83 303	5%	88 908	5%	- 5 604
Taxe sur salaires	58 898		63 046		- 4 148
IS	1 165		1 522		-
Participation formation professionnelle continue	22 714		23 825		- 1 111
Autres impôts et taxes	526		515		11
Charges de personnel	1 189 890	67%	1 266 469	71%	- 76 578
Rémunération du personnel	887 243		948 313		- 61 070
Variation de la provision pour congés payés	4 084		7 256		- 3 172
Médecine du travail	3 777		3 153		624
Charges patronales	276 143		283 347		- 7 204
Autres charges (tickets restaurants, indemnités IFC...)	18 643		24 400		- 5 757
Autres charges du personnels					-
Dotations de l'exercice	22 637	1%	22 770	1%	- 133
Engagements à réaliser sur ressources	1 822	0%	921	0%	901
Charges diverses de gestion	5 094	0%	4 568	0%	526
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	1 770 896		1 781 008		- 10 112
Charges financières		0,00		0,00	-
Charges exceptionnelles		0,00	7 039	0,38	- 7 039
TOTAL CHARGES	1 770 896		1 788 047		- 17 151
TOTAL CHARGES	1 770 896		1 788 047		- 17 151
EXCEDENT	64 475		82 711		-
TOTAL COMPTE RESULTAT	1 835 371		1 870 758		- 35 387

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Apport en personnel mis à disposition à titre gratuit
Etablissements publics nationaux (PÔLE EMPLOI,)

2550

2550

0

Apports de biens et services

Etablissements publics de coopération intercommunale

0

0

0

TOTAL

2550

2550

0

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 1 415 559€ et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice comptable de +64 475€.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Objet

Cette association a pour but de contribuer à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 26 ans du bassin d'emploi de LOUDEAC-PONTIVY. Son siège social est situé à PONTIVY, 13 bis rue Saint-Jory.

Moyens d'actions

- l'accueil et l'orientation approfondie des jeunes avec deux lieux d'accueil permanents, l'un à LOUDEAC, l'autre à PONTIVY.
- la contribution à la mise en place des dispositifs de qualification sociale et professionnelle adaptés aux besoins des jeunes et aux perspectives de développement économique local et régional.
- le soutien et l'encouragement aux actions d'insertion sociale des jeunes et notamment dans les domaines de la santé, du logement, des loisirs et des pratiques culturelles.
- la recherche de réponses inédites aux problèmes de formation et d'emploi qui se posent aux jeunes du bassin d'emploi de LOUDEAC - PONTIVY

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement ANC N° 2022-06.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, l'association a appliqué pour la première fois les règlements ANC 2022-06 et l'ANC 2023-03. Ce changement de méthode comptable a entraîné une nouvelle présentation du bilan et du compte de résultat :

- En termes de résultat exceptionnel :
 - Les opérations de cessions/sorties d'immobilisations figurent dans le résultat d'exploitation (ou dans le résultat financier s'il s'agit d'immobilisations financières) ;
 - Les quotes-parts de subventions d'investissement virées au compte de résultat figurent en 2025 dans le résultat d'exploitation ;
 - Le périmètre du résultat exceptionnel est réduit aux événements majeurs et significatifs (les autres événements étant désormais traduits dans le résultat d'exploitation).
- Suppression des transferts de charges dans le résultat d'exploitation et le résultat financier :
 - Les refacturations diverses figurent désormais dans les rubriques de produits par nature ;
 - Les remboursements reçus des organismes sociaux en cas d'arrêt maladie, de congés de parentalité ou d'accident du travail figurent en compensation de charges de personnel.
- Présentation du compte de résultat :
 - Le résultat exceptionnel est synthétisé sur 2 lignes « charges et produits exceptionnels » dans le compte de résultat ;
 - Les reprises de subventions d'investissement sont désormais en résultat d'exploitation avec les subventions d'exploitation, dans un compte dédié ;
 - Les transferts de charges N-1 ont été regroupés dans la colonne N-1 sur la ligne « reprise sur amortissements, dépréciations et provisions ».
- Présentation du bilan :
 - Les charges constatées d'avance sont totalisées dans les créances ;
 - Les avances et acomptes sont regroupés dans les immobilisations en cours (corporelles ou incorporelles).

Cette première application n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers.

Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique ne mérite d'être souligné

Informations générales complémentaires

01) Immobilisations :

Les immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire selon les durées suivantes :

- Immobilisations incorporelles : 3 ans
- Installations - Agencement : 3 à 10 ans
- Installations techniques : 3 ans
- Matériels de transport : 1 à 5 ans
- Matériels de bureau et informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 1 à 10 ans

02) Indemnités de fin de carrière :

Selon les dispositions de la convention collective des missions locales et PAIO signée le 21 février 2011, le montant de l'engagement de l'indemnité de retraite s'élève à 875 709.59 euros.

Le solde non provisionné et non couvert est de 673 685.56 euros au 31 décembre 2025 après prise en compte des versements effectués auprès de l'UFF 39 pour 202 024.03 euros et AXA pour 30 000 euros.

03) Subvention :

Suivi des subventions 2025

ORGANISMES	Montant 2025	Acptes versés	Engagement non réalisé	Solde à recevoir au 31/12/2025	Reprise Fonds Dédiés	Dotation Fonds Dédiés/PC A	Reprise Produits constatés d'avance au 31/12/2025	Produits Nets au 31/12/2025	Num comptes
DREETS/CPO HORS CEJ	449 091,00	449 091,00		0,00				449091,00	74122200
DREETS/CEJ	433 950,00	216 975,00		216 975,00		157 808,00	145 744,00	421886,00	74122200
CES JR 56	221 826,95	25 508,00		78 535,95			117 783,00	221826,95	74100000
CEJ JR 22	18 896,00			18 776,18			119,82	18896,00	74300000
C DEP56/Convention RSA	37 059,00	29 647,20		7 411,80				37059,00	74214800
PARTENARIAT/France TRAVAIL	92 941,88	91 671,10		1 270,78				92941,88	74118000
C DEP22/Insertion sociale	32 745,07	26 196,06		6 549,01				32745,07	74122000
ECPI	145 486,00	145 486,00						145486,00	74123600
C REG/Accompagnement des jeunes	126 629,00	94 971,75		31 657,25				126629,00	74211000
C REG/Accompagnement a la qualification (AAQ)	8 500,00	7 500,00		1 000,00	921,00	1 822,00		8500,00	74211100
ARS/SANTE	3 124,42	1 562,31		1 562,31				3124,62	74211200
ARML/CONDUITE SUPERVISEE	4 098,00			4 098,00				4098,00	74300000
PARRAINAGE	7 625,00	7 625,00		0,00				7625,00	74300000
FONDATION FCE/PROXIMITE	27 712,00	68 000,00				41 165,00	877,70	27712,70	74300000
FAJ 56	56 910,31	56 910,31	5 247,04					51663,27	75150000
FAJ 22 Individuel	22 486,73	17 989,40		4 369,09				22358,49	75140000
FAJ 22 Collectif	4 066,27	3 253,00		941,51				4194,51	75140000
ANIMATION FAJ 22	4 120,36	4 120,36						4120,36	74214500
ANIMATION FAJ 56	4 842,56	4 842,56						4842,56	74214500
BOOSTER	67 556,93	21 573,33	4 278,00	43 011,85				64585,18	74214600
ASR	32 293,59	9 688,05		22 605,54				32293,59	74214600
	1 801 691,07	1 282 610,43	9 525,04	438 764,27	921,00	200 795,00	264 524,52	1 781 679,18	

Contrat emploi Jeune (CEJ)

Un Produit constaté d'avance a été comptabilisé sur cette dernière afin de couvrir le temps d'accompagnement des jeunes entrés dans le dispositif en 2025 et qui en sortiront en 2026 pour un montant de 157 808 €. Ce dernier a été déterminé en faisant le produit du temps d'accompagnement à effectuer sur 2025 pour ces jeunes et du coût horaires d'accompagnement moyen par un conseiller.

04) Tableau de suivi des Fonds dédiés :

RESSOURCES	MONTANT INITIAL	FONDS A ENGAGER AU DEBUT DE L'EXERCICE (CPTÉ 194)	UTILISATION EN COURS D'EXERCICE (CPTÉ 789)	ENGAGEMENT A REALISER SUR NOUVELLES RESSOURCES AFFECTEES (CPTÉ 689)	RECLASSEMENT (CPTÉ 145) EN 2024	FONDS RESTANT A ENGAGER EN FIN D'EXERCICE
		<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d</i>	<i>a - b + c - d</i>
Fonds " FIPJ Direct"		0				0
Fonds "FAJ Loudéac"		3132	1 059	0	7 001	2 073
Fonds "mutuelle jeunes"		0				0
Fonds "restauration"		0	0			0
Fonds "pharmacie"		0				0
Fonds "DDJS 22 et 56"		0	0			0
Fonds "suivi médical"		0				0
Fonds "aide à la mobilité"		0	0			0
Fonds "ANI"		0				0
Fonds " emplois avenir ETP"		0	0			0
Fonds "emploi avenir 22"						0
Fonds "Garantie jeunes"						0
Fonds "AAQ" (CAQ)		921	921	1 822		1822
TOTAUX	0	4 053	1 980	1 822	7 001	3 095

05) Autres informations complémentaires :

L'association a bénéficié au titre de l'exercice 2025 de contributions volontaires dont le détail est le suivant :

- Mise à disposition de personnel à titre gratuit par Pôle Emploi valorisé à 2 550€

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations

RUBRIQUES	Début exercice	Réévaluations	Acquisitions
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Logiciels	7928		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales	21 618		
Installations techniques, outillages industriels			
Installations générales, agencements, divers	128 524		11 236
Matériel de transport	27 252		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	210 181		4 413
Emballages récupérables, divers			
Immobilisations corporelles en cours	1 000		
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Participations mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	15		
Prêts, autres immobilisations financières			
Dépôts et cautionnements versés	2 192		
TOTAL GENERAL	398 710	0	15 649

RUBRIQUES	Virements / Cessions	Fin d'exercice	Valeur d'origine
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Logiciels	1 840	6 088	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terra			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales	5 812	15 806	
Installations techniques, outillages industriels			
Installations générales, agencements, divers	6 634	133 126	
Matériel de transport		27 252	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	47 560	167 034	
Emballages récupérables, divers			
Immobilisations corporelles en cours	1 000	0	
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Participations mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés		15	
Prêts, autres immobilisations financières			
Dépôts et cautionnements versés	1 100	1 092	

TOTAL GENERAL	63 946	350 413	
----------------------	---------------	----------------	--

Etat des amortissements

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Logiciels	7 608	266	1 840	6 034
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales	21 618		5 812	15 807
Installations techniques, outillages industriels				
Installations générales, agencements, divers	16 358	13 390	6 634	23 114
Matériel de transport	16 782	3 500		20 282
Matériel de bureau, informatique, mobilier	193 941	4 504	47 326	151 119
Emballages récupérables et divers				
TOTAL GENERAL	256 307	21 660	61 612	216 356

VENTILATIONS DOTATIONS	Linéaire	Dégressif	Except	Dotations/ reprises
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Logiciels	266			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales				
Installations techniques, outillages industriels				
Installations générales, agencements, divers	13 390			
Matériel de transport	3 500			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	4 504			
Emballages récupérables et divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TOTAL GENERAL	21 660			

CHARGES REPARTIES S/PLUSIEURS EXERCICES	Début exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				

Tableau de variation des fonds propres

FONDS PROPRES	Montant Net au 31.12.2025	Montant Net au 31.12.2024
RESERVES REGLEMENTEES		
- Autres réserves	26 821€	26 821 €
- Fonds Associatifs	312 401 €	312 401 €
- Report à nouveau	367 635€	284 923 €
- Résultat de l'exercice	64 476€	82 711 €
- Subvention d'investissement	84 105	
- Fonds de roulement		
- Provisions règlementées	151	-21
TOTAL DES FONDS PROPRES	855 587 €	706 835 €

Etat des provisions pour risques et charges

	SOLDE AU 31/12/2025	SOLDE AU 31/12/2024
Autres provisions pour charges	13 350	15 730
Provisions pour litiges	0	0

Etat des échéances, des créances et des dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles ont toutes une échéance inférieure à un an.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Disponibilité en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant	Echéance à moins d'un an
Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières Créances clients et comptes rattachés Autres créances	450 007€	450 007€
TOTAL	450 007€	450 007€

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant	Echéance à moins d'un an	Echéance à plus d'un an
Emprunts obligataires convertibles	17 681€		
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			17 681€
Avances et acomptes reçus	17 681€		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	102 906€	102 906€	
Dettes fiscales et sociales	203 944€	203 944€	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	20 100€	20 100€	
Total	344 631€	326 950€	17 681€

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation Charges financières Charges exceptionnelles	4 773€
TOTAL	4 773€

--	--

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation Produits financiers Produits exceptionnels	198 095 €
TOTAL	198 095 €

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Rémunération des deux plus hauts cadres dirigeants	Montant
Total des rémunérations des cadres dirigeants	125 228 €
TOTAL	125 228€

Effectif	Nombre
Effectif	27
TOTAL	27



Audit – Bureau de Lorient
Centre des Affaires du Pré aux Clercs
4 rue Abbé Laudrin

56100 Lorient

T : +33 (0)2 97 64 04 84

www.bakertilly.fr

MISSION LOCALE CENTRE BRETAGNE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 13 bis rue Saint Jory
56300 PONTIVY

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2025

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



MISSION LOCALE CENTRE BRETAGNE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 13 bis rue Saint Jory – 56300 PONTIVY

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'association Mission Locale Centre Bretagne,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R.612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L.612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

1- Conventions passées entre la Mission Locale Centre Bretagne et le Conseil Départemental des Côtes d'Armor

Administrateur concerné : Madame Béatrice BOULANGER

Nature et objet : versement de subventions de fonctionnement

Modalités : Votre association a bénéficié de subventions versées par le Conseil Départemental des Côtes d'Armor d'un montant global de 32 745€ pour l'accompagnement et 4 120€ au titre de l'animation du FAJ.

2- Conventions passées entre la Mission Locale Centre Bretagne et le Conseil Départemental du Morbihan

Administrateur concerné : Madame Soizic PERRAULT

Nature et objet : versement de subventions de fonctionnement

Modalités : Votre association a bénéficié de subventions versées par le Conseil Départemental du Morbihan d'un montant global de 37 059€ pour l'action d'accompagnement destinée au public jeune allocataire du RSA et 4 843€ au titre de l'animation du FAJ.

3- Conventions passées entre la Mission Locale Centre Bretagne et le Conseil Régional

Administrateur concerné : Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO

Nature et objet : versement de subventions de fonctionnement

Modalités : Votre association a bénéficié de subventions versées par le Conseil Régional d'un montant de 126 629€ pour le fonctionnement, 8 500€ pour la mise en œuvre du dispositif « Accompagnement à la qualification ».

4- Convention passée entre la Mission Locale Centre Bretagne et Loudéac Communauté Bretagne Centre

Administrateurs concernés : Mesdames Evelyne GASPAILLARD et Aurélie HERVE, Messieurs Benoit LARVOR, Joël FERRON et Mme ROUSSEAU.

Nature et objet : versement de participation EPCI

Modalités : La participation de Loudéac Communauté Bretagne Centre au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est élevée à la somme de 53 254€.

5- Convention passée entre la Mission Locale Centre Bretagne et Pontivy Communauté

Administrateurs concernés : Messieurs Jean Pierre LE CLAINCHE et Marc ROPERS

Nature et objet : versement de participation EPCI

Modalités : La participation de Pontivy Communauté au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est élevée à la somme de 47 626€.

6- Convention passée entre la Mission Locale Centre Bretagne et Centre Morbihan Communauté

Administrateurs concernés : Mesdames Marie Pierre PICAUT et Chantal BIHOES

Nature et objet : versement de participation EPCI

Modalités : La participation de Centre Morbihan Communauté au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est élevée à la somme de 27 812€.

7- Convention passée entre la Mission Locale Centre Bretagne et Baud Communauté

Administrateurs concernés : Madame Martine LE LOIRE

Nature et objet : versement de participation EPCI

Modalités : La participation de Baud Communauté au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est élevée à la somme de 16 794€.

Fait à LORIENT le 18 mai 2026
Le commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

Stéphane PIQUEE